

## La Bosnie sur les estrades

Bernard-Henri Lévy et ses amis réunis dans la liste L'Europe commence à Sarajevo affirmant vouloir donner au drame bosniaque sa juste place dans la campagne des élections européennes. En réalité, depuis leur meeting de la Mutualité, la Bosnie est devenu un argument d'estrade.

La perspective de perdre quelques points au profit de la liste BHL angoisse tant certains hommes politiques qu'ils abandonnent toute la rigueur et la retenue qu'imposent des questions aussi graves que la guerre et la paix. Sur ces problèmes, toute surenchère électorale est encore plus détestable que sur les autres sujets.

Le pas a été franchi par Michel Rocard. Jeudi soir, dans un discours électoral à Montpellier, il a réclamé la levée de l'embargo sur les armes. Aucun dirigeant politique responsable ne s'était risqué à une telle proposition, qui entraînerait un coup sûr une guerre totale et risquerait d'allumer un incendie généralisé dans les Balkans.

L'embargo, qui d'ailleurs est loin d'être correctement appliqué, était officiellement levé, comme le réclame aussi le Sénat américain, par des parties, l'armée serbo-bosniaque,

considérablement renforcée et lancerait des offensives. Mais imagine-t-on les Russes demeurer l'arme au bras devant l'extension des bombardements, la fin de toute aide humanitaire, et qu'il soit certain que les musulmans bosniaques tentent vainqueurs d'un conflit généralisé avec la Serbie. La guerre serait plus que et plus terrible qu'aujourd'hui, tentée par les vendeurs d'armes et les intérêts contradictoires des grandes puissances.

Les efforts de la diplomatie, le dialogue pacifique des hommes bleus ont permis d'atténuer les souffrances, de partager partiellement des responsabilités, à Sarajevo. La levée de l'embargo remettrait tout en marche. Une fois de plus, la population bosniaque (musulmane, serbe, croate) qui en attendait le prix du sang, s'attendait à être officiellement plus responsable d'appeler aux armes à la Mutualité ou à Sarajevo pour se disputer les voix dans un meeting...

Jean-Paul Piérot

## Rwanda

# Précipiter une solution pacifique



Les accords d'Arusha, une condition « sine qua non » d'un retour à une « vie normale ».

**Tandis que le chaos ravage le pays, la résolution de l'ONU n'est toujours pas appliquée sur le terrain. Lors de sa visite à Paris, Faustin Twagiramungu, premier ministre désigné du Rwanda, a mis l'accent sur la validité des accords d'Arusha.**

LES combats ont continué dans la nuit de jeudi à vendredi dans la capitale rwandaise, Kigali, notamment autour de l'aéroport, où les Nations unies ont renoncé à faire atterrir un de leurs avions. Jeudi, l'obus qui est tombé sur le Centre hospitalier de Kigali a tué 30 patients. Quelques heures plus tard, les réfugiés rassemblés près du stade Amaharo ont été la cible de bombardements, mais aucune victime n'est à déplorer.

La situation au Rwanda ne connaît pas d'améliorations, mais les Nations unies en sont toujours au stade des préparatifs pour l'envoi de 5.500 casques bleus supplémentaires. Pour l'instant, seuls une douzaine de pays ont fait connaître leur volonté de participer à la MINUAR (Mission des Nations unies pour le Rwanda). Le Canada examine sérieusement la possibilité de fournir des militaires et des équipements. La France et la Grande-Bretagne ont parlé d'équipements seulement. L'Australie, le Ghana, le Sénégal, le Zimbabwe, les Pays-Bas, le Congo, la Zambie, le Mali et l'Égypte envisagent d'envoyer soit de l'infanterie, soit des unités de soutien. A Paris, le premier ministre désigné du Rwanda, Faustin Twagiramungu, a rencontré jeudi des responsables du Quai d'Orsay. Une source officielle française a estimé qu'il y avait eu « une

large convergence d'analyse ». Les autorités françaises opèrent là une opération tactique face à la montée de l'émotion dans l'opinion publique. Cela ne change rien au fond de leur stratégie, à savoir sauvegarder à tout prix une influence sans partage — de plus en plus factice, au demeurant — dans le pré carré africain.

Lors de ces entretiens, Faustin Twagiramungu a insisté sur la validité des accords d'Arusha d'août 1993 ayant organisé un partage du pouvoir et la mise en place d'un gouvernement de transition à base élargie. Ce gouvernement, qui devait comprendre des membres du Front patriotique rwandais (FPR), n'a pu voir le jour en raison des massacres perpétrés par la garde présidentielle rwandaise.

## L'assassinat de Mme Gicanda

De notre envoyé spécial au Rwanda.

TOUTS les racismes secrètent ce que l'on pourrait appeler des meurtres rituels : l'assassinat de personnes ou de familles choisies parce que, pour une raison quelconque, elles apparaissent comme plus particulièrement symboliques de la communauté persécutée. Ainsi à Butare, du meurtre de Mme Rosalie Gicanda.

Il s'agit de l'épouse âgée du défunt roi Mutara Rudakwingwa. Se tenant à l'écart de la vie politique, elle n'a, à aucun moment, tenté de jouer d'une quelconque nostalgie monarchiste (d'ailleurs inexistante au Rwanda), mais, dans un pays où la protection sociale se limite aux « œuvres » privées, avait gagné une énorme popularité par son action en ce domaine. Sa fortune personnelle y était

Le Quai d'Orsay a aussi fait connaître sa position. La diplomatie française estime qu'il ne peut y avoir de solution militaire au Rwanda et a plaidé pour un retour rapide des parties à la table des négociations « afin de dégager les voies d'un compromis en vue de la réconciliation des rwandais ». Malgré leurs efforts pour apparaître comme des arbitres impartiaux, Matignon et l'Elysée continuent de soutenir les successeurs d'Habyarimana. La diplomatie française retrouvera un peu du crédit que les événements dans le pays africain ont entamé un peu plus quand elle prendra des positions claires et explicites vis-à-vis des responsables du drame rwandais. Elle n'en est pas encore là.

CHRISTOPHE DEROUBAIX

consacrée, m'assure le Rwandais qui témoigne. Mais voilà, elle était tutsie.

« Cette dame était ce que l'on appelle la charité. Elle s'occupait des orphelins, elle se donnait pour les pauvres, pour les gens dans le malheur, sans distinction d'ethnies, tutsis ou hutus. » Mon interlocuteur réfléchit un instant, puis trouve cette expression, reflet de la profonde imprégnation catholique du pays : « C'était une dame sans péché. »

Lorsque commencent les massacres de Butare, les tueurs viennent aussitôt chez elle. « Ils l'ont dénuée et battue. Longtemps. Ensuite, ils l'ont coupée en morceaux. Je ne trouve pas de mots pour vous en parler plus longtemps. C'est trop ! Elle était l'exemple des dames de ce pays. Elle ne faisait que le bien. »

JEAN CHATAIN

## Crimée-Ukraine : le bras de fer

**Le Parlement de la presqu'île veut s'affranchir de la tutelle ukrainienne et regarde de plus en plus vers Moscou. Les tensions entre le leader de Crimée, Youri Mechkov, et le président d'Ukraine, Léonid Kravtchouk, s'aiguissent.**

LA Crimée a franchi vendredi un pas décisif vers la sécession de l'Ukraine en votant une Constitution équivalant à une proclamation d'indépendance. Les députés ont en effet restauré la Constitution de 1992, qui prévoyait des relations d'égal à égal avec Kiev. Le texte, voté quelques mois après la proclamation du statut de République autonome, était gelé sur injonction du pouvoir central.

Peu après le vote du Parlement de Simferopol, le président russe Boris Eltsine a mis en garde son homologue ukrainien Léonid Kravtchouk contre tout emploi de la force dans la presqu'île russophone. « La Crimée est une république souveraine au sein de l'Ukraine, elle a le droit d'avoir sa position politique et de prendre ses propres décisions », a déclaré Boris Eltsine, alors que les Etats-Unis ont à plusieurs reprises par le passé insisté sur « l'intégrité du territoire ukrainien ».

Selon des sources présidentielles à Kiev jeudi, des consultations se sont tenues entre Washington, Moscou, Kiev et Simferopol sur la crise de Crimée. De son côté, le président Kravtchouk, plongé depuis des semaines dans des remous politiques à Kiev, tentait de faire voter par le Parlement réuni à huis clos l'illégalité de la déci-

sion de Simferopol, capitale de la presqu'île devenue ukrainienne en 1954.

Selon un communiqué concernant le projet de résolution, le président ukrainien avait demandé « la suspension de la décision du Parlement de Crimée » et donner dix jours à Simferopol pour « se mettre en conformité avec la Constitution et les lois de l'Ukraine ».

La crise, qui couvait depuis l'élection à la présidence de l'Ukraine fin janvier de Youri Mechkov, favorable à terme à un rattachement à la Russie, est compliquée par la présence en Crimée de la puissante flotte de la mer Noire, ancrée principalement à Sébastopol. « La flotte de la mer Noire ne pourra demeurer à l'écart du processus en cours en Crimée, averti un communiqué du service de presse de la flotte, dont les équipages, en majorité russes, n'ont cessé ces dernières semaines de prendre des positions anti-ukrainiennes face à la dégradation de leurs soldes et à leur absence de statut. Moscou et Kiev n'ont toujours pas réussi, malgré plus de deux ans d'après-négociations, à s'entendre sur le partage de cette force stratégique composée de plus de 300 bâtiments, dont 65 de fort tonnage.

Le président Kravtchouk, malmené par une opposition parlementaire favorable à un rapprochement économique avec la Russie, aimerait sortir grand d'un règlement en douceur de la crise de Crimée, alors que son image ne cesse de se ternir après deux ans de désastre économique et social. Il est donné perdant à l'élection présidentielle de juin, dont il demande le report. Les élections législatives de mars dernier ont amené une majorité de gauche au Parlement, qui a porté à la présidence de l'Assemblée le président du Parti socialiste, Alexandre Moroz.

